

La Paix de Brest-Litovsk

G. Sokolnikov

Source : Sokolnikov, G. [Brestskiy mir](#) [La paix de Brest]. Moscou : Gosudarstvennoye izdatelstvo, 1920.

I.

Le 18 février 1918, à midi une minute, l'offensive allemande contre la Russie reprit après une interruption de deux mois. Au rejet de la paix annexionniste et au départ [le 10 février] de la délégation russe de Brest-Litovsk, [M. Kühlmann](#) et le général [Hoffmann](#) répondirent par une croisade contre le bolchevisme. Ils déclarèrent à plusieurs reprises, non sans ironie, que « la tactique diplomatique bolchevique à Brest était fondée sur l'attente d'une révolution allemande, mais comme ce calcul est erroné, tout le plan bolchevique est condamné à l'échec ». Aujourd'hui, les stratèges et diplomates allemands ont probablement un avis quelque peu différent sur la justesse du « plan bolchevique », mais à l'époque, aux jours de Brest, ils célébraient avec ivresse le succès de leur offensive, qui leur apparaissait comme la répétition, le prologue d'une issue tout aussi victorieuse sur l'autre front, le front occidental.

Les restes de la vieille armée russe s'enfuirent à l'apparition des petites unités d'avant-garde allemandes ; les détachements jeunes et peu nombreux de l'Armée rouge, désorganisés et dépourvus d'un commandement général, reculèrent sans être en mesure d'opposer une résistance tant soit peu sérieuse ; en quelques jours, les troupes allemandes atteignirent, ou plutôt roulèrent jusqu'à Pskov, Orcha, Gomel, menacèrent Petrograd et la route de Petrograd à Moscou, occupèrent Kiev et envahirent l'Ukraine sur un large front.

Le 19 février se tint une réunion nocturne du Comité Central du Parti Communiste, siégeant simultanément avec le Comité Central des socialistes-révolutionnaires de gauche. Dans notre instance, la majorité était pour la reconnaissance de la nécessité contrainte de signer la paix aux conditions énoncées par Kühlmann. Parmi les socialistes-révolutionnaires de gauche, une minorité était pour la paix, une majorité pour la guerre. La même nuit, une réunion du Conseil des Commissaires du Peuple eut lieu, et un message radio annonçant l'accord pour signer la paix fut envoyé à Berlin. Qu'une réponse y serait donnée, que les négociations reprendraient ; cela semblait à ce moment très douteux. Les chances d'arrêter l'offensive allemande semblaient infimes. On ne pouvait que deviner vaguement les plans de l'état-major impérialiste de Berlin : avaient-ils décidé de tenter de renverser le gouvernement du prolétariat révolutionnaire et de mettre à sa place un gouvernement de restauration de la bourgeoisie et des propriétaires terriens, ou bien, n'osant pas « s'enliser » dans les affaires et les étendues russes, les généraux et diplomates allemands se limiteraient-ils à une certaine quantité de territoires arrachés de force au pays révolutionnaire ? En réalité, ils suivirent une voie de compromis et d'hésitations : au nord, ils se limitèrent à l'annexion d'un territoire limité ; au sud (en Ukraine), ils jugèrent l'occupation profitable ; au nord, ils entretenaient, en grinçant des dents, des relations « pacifiques » avec le gouvernement des ouvriers et des paysans ; au sud, ils opérèrent une restauration ouverte de l'ordre prérévolutionnaire ; enfin, ils annoncèrent au monde entier une campagne contre les bolcheviks au nom du rétablissement de l'« ordre » et, deux semaines plus tard, mirent fin à leur campagne, renonçant à la guerre sainte pour les intérêts « supérieurs » des classes bourgeoises. Pris entre deux feux : le l'impérialisme rival anglo-américain à l'ouest et la révolution ouvrière à l'est ; les banquiers allemands, les junkers, les agrariens et les rois de l'industrie, tantôt dans

l'espoir d'un accord « à l'ouest », se déchaînaient contre le « bolchevisme », tantôt, dans l'espoir d'écraser les « impies anglais », se dépêchaient tant bien que mal de sécuriser leurs arrières à l'est.¹

Mais en recevant le message radio russe annonçant l'accord pour une paix imposée par la force, les dirigeants de la politique allemande comprirent le virage opéré par le pouvoir soviétique encore plus confusément que, de notre côté de la frontière, nous n'avions anticipé les futures inflexions de la politique de [Ludendorff](#)-Kühlmann. Dans un discours plat, prononcé le 20 février lors d'une séance plénière du Reichstag, ce dernier déclara que bien que le message radio russe ait été reçu, pour une assurance complète qu'il n'y ait là aucun piège, un document écrit portant les signatures manuscrites des membres du gouvernement de Petrograd était nécessaire ; que même si « *Trotsky et son cabinet* » reprenaient les négociations pour la paix, il fallait néanmoins attendre pour se réjouir de la paix jusqu'à ce que « *l'encre des signatures sous le texte du traité de paix soit sèche* ».

Les habiles roublards du « cabinet » de Kühlmann se méfiaient à tel point du « pacifisme » bolchevique qu'ils ne virent dans la proposition de paix qu'une petite ruse de guerre : les bolcheviks, souhaitant arrêter l'offensive, entendaient, apparemment, recommencer les négociations, proposer un armistice et ainsi gagner du temps pour concentrer des unités sur le front. Ce n'est que lorsqu'ils virent les signatures des plénipotentiaires russes sur les originaux du traité que les délégués allemands abandonnèrent réellement et complètement cette méfiance.

Dans la soirée du 23 février, un message radio allemand, signé du général Hoffmann, informa le Conseil des Commissaires du Peuple que le texte de l'ultimatum allemand avait été remis au courrier russe qui avait apporté le texte original de l'acceptation russe. Conformément au dernier point de l'ultimatum de Hoffmann (pour y répondre, un délai de 48 heures était donné), la délégation russe devait immédiatement se rendre à Brest-Litovsk et y signer la paix dans un délai de trois jours.

Lors de la séance nocturne du Comité Exécutif Central des Soviets, l'ultimatum allemand fut accepté par 126 voix contre 85, avec 26 abstentions. Dans la journée du 24 février, la nouvelle de l'entrée des Allemands à Pskov nous parvint. Dans la nuit du 24 au 25 février, la délégation de paix quitta Petrograd. La mobilisation générale des ouvriers venait d'être déclarée ; dans les quartiers ouvriers, des groupes d'ouvriers partaient les uns après les autres vers Smolny dans une agitation fiévreuse. Les sirènes des usines mugissaient avec excitation. La capitale de la victoire d'Octobre se préparait à affronter l'ennemi qui avançait vers elle avec une rapidité inouïe. Le prolétariat s'armait pour un combat héroïque et légendaire, tandis que la bourgeoisie et les petits-bourgeois, reprenant courage, rêvaient avec délectation de l'arrivée des « bataillons gris aux casques d'acier ». Dans cette atmosphère de camp retranché révolutionnaire se levant pour un dernier combat, la délégation de paix du gouvernement soviétique, qui avait reçu mandat de capituler devant l'armée victorieuse de l'impérialisme, partit pour Pskov.

II.

La communication ferroviaire avec Pskov était déjà interrompue, les ponts entre Pskov et la gare de Torochina et le pont ferroviaire au-delà de Torochina avaient été dynamités. En direction de Louga, de

¹ Apparemment, même après la sortie « unilatérale » de la Russie de la guerre le 10 février selon la formule « ni guerre, ni paix », il y eut un moment d'hésitation dans les cercles dirigeants allemands. Son signe extérieur fut le fait que les journaux allemands reprirent la déclaration de Trotsky à Brest sur la cessation de la guerre, sans l'accompagner d'aucun commentaire gouvernemental. Le 11 février, dans les villes, des affiches furent apposées à l'occasion de la conclusion de la « paix ». Quelques heures plus tard, l'ordre vint de les retirer. Le 12 février, les journaux recommencèrent à publier le bulletin militaire du « *front russe et roumain* ». Mais ce n'est que le 16 février qu'apparut dans les journaux une communication officielle selon laquelle le gouvernement allemand considérait que le délai de l'armistice expirait et qu'il se réservait toute liberté d'action. Au Reichstag (le 20 février), l'orateur conservateur comte Westarp se plaignit des « erreurs » de l'agence télégraphique Wolff, qui avait induit le peuple allemand en erreur, et s'exclama pathétiquement : « *Le peuple allemand ne mérite pas qu'on le fasse vivre de telles déceptions* ». Le comte Westarp lui-même était, bien sûr, tout à fait « enchanté » par le brillant dénouement à l'Est.

chaque côté de la voie, des milliers et des milliers de soldats de la vieille armée, ayant quitté le front, marchaient en une file interminable et indifférente à tout. Seule exception, les restes d'un régiment de cavalerie avec une batterie se retiraient en ordre de marche. À Torochina, la voie était encombrée de trains qui avaient réussi à évacuer de Pskov sur les deux voies. Les employés des chemins de fer et les paysans se préparaient avec une indifférence obtuse à l'arrivée des Allemands.

Avant d'arriver à Torochina, le train de la délégation s'arrêta. Avec le camarade [Petrovsky](#), nous nous rendîmes plus loin en draisine, accompagnés par trois marins. Le passage de la draisine avec un drapeau blanc attira fort peu l'attention des masses en retraite. Les rares qui posaient la question : « qui passe ? », apprenant qu'il s'agissait de la délégation de paix, se contentaient de cette réponse et ne manifestaient aucun autre intérêt. À environ six verstes de Pskov, il fallut descendre de la draisine et continuer à pied, car, selon les affirmations de soldats du génie, cette section de la voie était minée et la draisine risquait de sauter. Il faut, cependant, admettre que si la voie était minée avec autant d'efficacité que les ponts avaient été mis « hors d'usage », le danger de « sauter » était plus théorique que réel : en effet, la plupart des ponts avaient été laissés en parfait état par les unités en retraite, ceux qui étaient endommagés pouvant être réparés en peu de temps – seul un pont avant Pskov, entre cette ville et Dvinsk, était sérieusement endommagé. Le soir, dans l'obscurité totale, nous approchâmes de la ville. Des coups de feu isolés claquaient, une lueur était visible. C'était l'incendie d'un convoi abandonné et incendié sur la route qui achevait de brûler, avec des automobiles et un parc d'artillerie.

La première patrouille allemande que nous rencontrâmes nous escorta jusqu'au poste de garde le plus proche. Une section de soldats se précipita dans la cour, nous examinant avec étonnement.

— Qui êtes-vous ?

— Une délégation de paix du gouvernement russe.

— Mais vous n'êtes pas bolcheviks ?

— Nous sommes bolcheviks.

— Mais le gouvernement bolchevique a fui. On nous a dit que notre flotte avait occupé Petrograd, et que Lénine et Trotsky s'étaient cachés.

Nous essayâmes de les détromper sur l'exactitude des informations qui leur avaient été communiquées. Les soldats se comportaient avec nous sans aucune hostilité. Un sous-officier nous escorta pour nous conduire, à notre demande, à l'état-major de la brigade qui avait occupé Pskov. En chemin, il nous submergea de questions : qu'est-ce que la Garde rouge ? pourquoi Trotsky a-t-il refusé de signer la paix ? que veulent les bolcheviks ?... Dès ses premiers mots, il affirma que les soldats allemands ne voulaient pas se battre ; que dans tous les régiments, on parlait du fait que « *les messieurs de Berlin* » voulaient prolonger la guerre ; que certaines unités avaient refusé d'avancer le 18 février, ce à quoi on avait répondu par des exécutions. Un deuxième « garde » insista sur le fait qu'ils n'étaient pas venus se battre contre les ouvriers russes, mais pour libérer les Allemands. « *Après tout, il y a des Allemands partout ici*, disait-il non sans étonnement. *Il nous semble que nous sommes en Allemagne : tout le monde parle allemand, on nous accueille avec des fleurs.* » Telle était la version officielle, la motivation officielle de l'offensive.

L'état-major de la brigade allemande était situé dans la gare, dont les fenêtres brisées témoignaient éloquentement de la force des explosions provoquées lors de la retraite pour détruire au moins une partie du matériel militaire. Le général de brigade, pour qui l'apparition d'une délégation de paix constituait une surprise totale, nous reçus cependant tout à fait correctement et, à la question de savoir si un train était préparé pour notre voyage ultérieur, il nous déclara franchement qu'en raison d'une « avance trop rapide », il avait perdu le contact avec l'état-major du front oriental, mais qu'il informerait immédiatement le général Hoffmann de notre arrivée dès que la liaison serait rétablie et

commanderait un train. Contrairement au général de brigade, les lieutenants qui erraient dans la gare jetaient des regards plus qu'expressifs sur les détestés « bolcheviks » et, dans leurs conversations entre eux, exprimaient sans détour l'espoir que la délégation ne serait pas autorisée à se rendre à Brest. Le général de brigade, jouant pleinement le rôle de l'hôte avec une bonhomie un peu guindée, nous avertit que puisqu'ils « *n'étaient arrivés que seulement aujourd'hui* » (!), ils n'avaient pas encore eu le temps de « *s'installer correctement* » (!), mais qu'il ferait de son mieux pour nous trouver un logement pour la nuit.

L'hôtel où l'on nous attribua des chambres offrait le spectacle d'une « restauration » particulière : le vieux propriétaire avait déjà réussi à revenir à son ancienne place, et sur ordre de l'officier allemand, le collectif d'employés lui avait rendu les clés. Les employés marchaient, sombres et abattus par le rétablissement de « l'ancien ordre ». Un officier autrichien, ancien prisonnier de guerre, avait été nommé commandant de l'hôtel. S'étant renseigné sur la composition de ses invités et apprenant que seuls Petrovsky et moi étions membres de la délégation, et que les trois marins constituaient notre garde, il donna des ordres dans un russe haché : « *À ces deux messieurs, donner les meilleures chambres, préparer tout de suite le meilleur souper ; à ces trois messieurs aussi donner des chambres, préparer le souper ; pas besoin du meilleur* ». Remarquant nos sourires, le sous-officier qui nous était attaché demanda ce qui se passait et il fut visiblement surpris d'apprendre que, selon nos principes, nous mangerions et dormirions ensemble sans distinction de position officielle. À une heure du matin, à peine avais-je réussi à m'assoupir, quelqu'un me réveilla : c'étaient le sous-officier et le deuxième soldat venus nous faire leurs adieux. Ils me serrèrent longuement la main et m'assurèrent qu'ils ne participaient pas à l'offensive de leur plein gré et qu'ils espéraient de toute leur âme une conclusion rapide de la paix.

III.

Le lendemain matin, nous nous rendîmes à nouveau à l'état-major de la brigade pour avoir une réponse de Brest concernant la suite de notre voyage. Mais il n'y avait pas encore de réponse. Nous restâmes assis dans les locaux de l'état-major, observant ce qui se passait. Le commandant de l'état-major recevait des délégations et des requérants individuels. Un spectacle répugnant de bassesse « blanche » et de restauration noire se déployait devant nous. Il y avait là des propriétaires terriens demandant qu'on leur affecte des soldats allemands ; des propriétaires d'usines venus obtenir un soutien ; le directeur de la banque locale Junker, venu proposer ses services pour identifier les bolcheviks locaux ; toute une série de délateurs signalant des armes cachées et de la dynamite enterrée ; des espions militaires ; une délégation de patrons tailleurs demandant des commandes et l'autorisation de baisser les tarifs ; enfin, une délégation d'officiers russes. Il faut rendre justice aux officiers de Pskov ; lors de ce concours de vilénie, ils battirent sans aucun doute des records. L'orateur de cette délégation commença par saluer les troupes allemandes entrées dans la ville. « *Les officiers russes défendent leur patrie, mais ils n'ont pas l'intention de défendre les bolcheviks. C'est pourquoi ils déclarent qu'ils ne participent plus à la guerre. Au contraire, ils apporteront toute l'aide possible aux Allemands dans leur lutte contre les bolcheviks. Pour cela, la délégation d'officiers demande au commandement allemand l'autorisation d'organiser une assemblée générale des officiers présents à Pskov afin d'orienter leur opinion dans la direction souhaitée.* »

Le chef d'état-major de la brigade allemande n'apprécia ou ne crut visiblement pas ce discours. D'un ton méprisant, il répondit que les officiers russes ne pouvaient bien sûr plus prendre part à la guerre puisqu'ils étaient des prisonniers de guerre. Une assemblée des officiers russes ne serait donc pas autorisée. « *Et nous n'avons pas besoin de votre aide contre les bolcheviks, nous nous en occuperons nous-mêmes* ». La délégation d'officiers russes tenta de protester et d'insister mais on lui demanda alors poliment de déguerpir.

Dans les rues de Pskov régnait une animation inédite. Une foule endimanchée flânait. Plusieurs chevaux morts gisant çà et là, qui n'avaient pas encore été enlevés, rappelaient qu'un combat avait eu lieu la veille. Aux carrefours, un soldat allemand et un milicien garde blanc, avec un brassard blanc, se

tenaient amicalement côte à côte. Par endroits, des brassards blancs marchaient d'un pas pressé pour une perquisition ou entouraient étroitement un marin capturé et envoyé au peloton d'exécution. Des popes s'arrêtaient et parlaient avec des dames richement vêtues et disaient, honteux : « *Grâce à Dieu... C'est comme si un sauveur était arrivé...* » Sur les murs pendaient encore des affiches colorées annonçant des conférences et des meetings, mais par-dessus était collée une feuille blanche avec un texte en allemand et en russe ; l'ordre du commandement allemand de remise des armes. La ville fut rapidement enveloppée de fils du téléphone de campagne allemand.

Le reste de la délégation de paix arriva au cours de la journée. L'apparition d'une longue procession de traîneaux portant les membres de la délégation, les experts militaires et le personnel technique fit sensation. Comme une traînée de poudre, la rumeur se répandit que « Lénine et Trotsky, qui avaient fui Petrograd, se sauvaient à Berlin via Pskov ». Un énorme attroupement se forma devant l'hôtel, offrant un concert d'injures aux « *traîtres* » et exigeant que « *Trotsky* » leur soit présenté. La rue grondait de cris et d'invectives. Plusieurs personnes firent irruption dans la chambre du camarade [Karakhan](#), pris par erreur pour Trotsky. La garde eu du mal à débarrasser l'hôtel des manifestants en délire.

Entre-temps, l'état-major de la brigade avait reçu la notification qu'un train pour la délégation arriverait le soir jusqu'au pont dynamité (à plusieurs verstes de Pskov). Des automobiles furent amenées à l'hôtel. La foule à nouveau rassemblée, accablant de malédictions les délégués qui sortaient, cria : « *Traîtres, vous nous avez livrés aux Allemands, et vous-mêmes vous fuyez !* ». Au milieu de tels cris d'adieu, les automobiles se mirent en route. L'officier qui nous accompagnait ne put s'empêcher de remarquer : « *Vos compatriotes ne vous témoignent pas une grande sympathie.* » À quoi je répondis : « *Oui, ils nous prennent pour vos amis* ». L'officier se tut. Il aurait pu, bien sûr, évoquer les scènes du matin à l'état-major pour prouver la bienveillance de la population de Pskov envers les Allemands. Mais il lui paraissait sans doute totalement incompréhensible que les mêmes officiers et bourgeois russes venus le matin proposer de conclure une alliance avec les Allemands, s'acharnaient le soir à accuser les bolcheviks de « trahison ». À l'instar du chef d'état-major de la brigade, à l'instar de tout le commandement allemand jusqu'aux plus hauts sommets, il ne comprenait pas que le « patriotisme » des classes réactionnaires n'était qu'un masque dissimulant une haine sans patrie. C'est pourquoi, quelques jours après l'occupation de Pskov, le commandement allemand envoya tous les officiers russes à l'arrière pour être internés. Ce n'est que plus tard qu'il apprécia pleinement ses nouveaux alliés et utilisa comme il se doit leurs services pour lutter contre le bolchevisme.

Nos tribulations, cependant, ne prirent pas fin ici. Le train envoyé de Dvinsk était en retard parce que la voie était encombrée de trains allemands transférés en hâte vers Pskov. La délégation passa la nuit dans un poste de garde ferroviaire près du pont dynamité. Dans ce même poste une garde allemande passa la nuit – une dizaine de soldats du bataillon ferroviaire, tout juste transférés du front autrichien. Dans les poses les plus bizarres se mêlaient des soldats allemands et des délégués russes fumant. Ils étaient assis ou allongés sur des bancs, des châlits, des valises ou des paquets. Une petite lampe à pétrole fumait, des vêtements et du linge de soldats séchaient sur des cordes tendues. La relève de la garde se frayait un chemin avec grande difficulté entre et par-dessus les corps entassés des sténographes, des experts militaires et des sapeurs bavarois endormis. Un officier allemand déjà âgé, détaché de l'état-major de la brigade pour accompagner la délégation et qui s'efforçait par tous les moyens de faire comprendre qu'il n'était pas un « ennemi », était agité et courait sans cesse voir si le train n'arrivait pas. Mais le train n'arriva que le matin. Nous restâmes donc assis dans le poste de garde jusqu'au petit matin, ressemblant plus à des voyageurs égarés qu'à une délégation officielle.

Puis, via Dvinsk, en passant devant des tranchées vides, des abris détruits et des barbelés, l'express allemand nous conduisit sur la voie russe refaite jusqu'à Brest-Litovsk, au « quartier général » de l'armée de l'Est de l'impérialisme allemand, installé sur les vestiges du « géant d'acier » ; la forteresse de Brest, qui fut autrefois la fierté et l'espoir du tsarisme en faillite, cet autre « géant » en son genre qui s'est effondré sans laisser de trace.

IV.

L'ultimatum allemand nous donnait un délai de trois jours pour mener et conclure les négociations de paix. Ludendorff et Kühlmann, en imposant cette condition, voulaient manifestement garantir l'Allemagne impérialiste contre la répétition du camouflet que représentaient les négociations précédentes, qui avaient servi à la « propagande mondiale » du bolchevisme. Les longs et raffinés débats – Kühlmann et le comte [Czernin](#) contre Trotsky – étaient terminés. N'ayant pas tenu bon, les partenaires impérialistes de la joute de Brest remplacèrent l'arme de l'argumentation diplomatique par l'attaque plus sûre à la baïonnette. Dans le dos de M. Kühlmann se tenait le général Hoffmann, qui avait perdu toute patience, tandis que le comte Czernin se retirait discrètement. Les frictions et les divergences apparues entre l'Allemagne et l'Autriche étaient soigneusement dissimulées, et seules quelques allusions, comme certaines plaintes de Czernin contre les Allemands, permettaient de deviner ce qui se passait derrière les paravents officiels, dans les cuisines diplomatiques. Au parlement autrichien, le ministre-président Seidler proclama solennellement le 19 février, c'est-à-dire le lendemain de la reprise de l'offensive allemande, que l'état de guerre entre le « *gouvernement de Petrograd* » et l'Autriche-Hongrie était terminé et, pour autant qu'on puisse le prévoir, ne reprendrait plus. Seidler ajouta que « *l'Allemagne, cédant aux appels à l'aide d'Allemands venant d'Estonie et de Lettonie, a décidé d'avancer plus loin [en Russie], pour sauver d'une perte certaine leurs malheureux compatriotes qui peuplent ces provinces. Nous sommes, en plein accord avec nos fidèles alliés, arrivés à la décision de ne pas prendre part à cette opération militaire* ».

L'ultimatum allemand du 23 février, qui avait pour but de « tuer » la politique bolchevique de manœuvre attentiste, devait en même temps représenter lui-même l'application des principes fondamentaux de la politique « libératrice » de l'impérialisme. L'évacuation de l'Estonie et de la Lettonie de la Garde rouge et des troupes russes, de même que leur retrait d'Ukraine et de Finlande ; tels étaient les principaux ajouts apportés par l'ultimatum allemand par rapport aux conditions qui avaient été présentées auparavant à Brest et qui livraient maintenant entre les mains de ces « *messieurs de Berlin* » la Pologne, la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie, la Courlande, la Finlande et l'Ukraine, sous le drapeau de la libération des petites nationalités opprimées par le tsarisme et... les bolcheviks, et du retour des terres allemandes à leur « patrie d'origine ».

Ainsi, le plan allemand consistait à opposer à la dynamique élémentaire de la lutte des classes, dont était né le bolchevisme en brandissant l'étendard rouge de la révolution, la dynamique tout aussi élémentaire de la lutte nationale, et à noyer dans des conflits ethniques l'affrontement grandissant entre les classes. Partout, la bourgeoisie des petites nations accueillit ce plan avec enthousiasme ; il lui permettait de compter sur le soutien de ces masses populaires arriérées, difficiles à tromper sous la lumière crue de la lutte des classes, mais qu'il était très aisé de leurrer en répandant les fumées du chauvinisme. L'alliance de l'impérialisme allemand avec la bourgeoisie des anciennes marches de l'Empire russe se concrétisa sous cette forme, mais elle était irrémédiablement vouée à l'échec. D'une part, parce que les « libérateurs », pour des raisons économiques, durent recourir au pillage sans merci des pays « libérés » afin de tenter, autant que possible, d'enrayer l'épuisement alimentaire et industriel, sans cesse aggravé par la guerre et le blocus, retournant ainsi contre eux les masses « libérées » soumises au joug d'une double exploitation ; d'autre part, parce que la puissance politique de l'oligarchie financière et militariste en Allemagne était minée par l'agitation du prolétariat allemand, qui se « libérait » progressivement des rets d'un « socialisme » servile et traître.

Sous la menace d'un revolver (le secrétaire d'État Kühlmann employait au Reichstag allemand l'euphémisme de « pression militaire »), la Russie révolutionnaire se vit sommer de sanctionner en l'espace de trois jours l'ultimatum « libérateur », de procéder à sa démobilisation et de mettre un terme à toute propagande et agitation, officielles ou soutenues officieusement, dirigées contre les puissances de la coalition centrale.

Sans nourrir d'illusion quant à ses chances de succès, la délégation soviétique remit dès son arrivée à Brest une déclaration écrite au président de la délégation allemande, von Rosenberg, exigeant, au vu de l'ouverture des négociations de paix, l'arrêt immédiat des opérations militaires contre la Russie,

arguant qu'aucune discussion sur les conditions de paix ne serait possible dans le contexte d'une poursuite de l'offensive allemande. Les pourparlers à ce sujet avec von Rosenberg, durant lesquels il souligna à plusieurs reprises que nous disposions « *de trois jours seulement* », « *de soixante-douze heures tout au plus* », n'aboutirent à aucun résultat. La proposition de suspendre les hostilités fut rejetée par le « Haut commandement ». Nous avions affaire à un Shylock impérialiste, bien décidé à obtenir sa livre de chair. L'impossibilité pour nous d'opposer une résistance quelconque était une évidence partagée tant par nous-mêmes que par nos ennemis. (Il faut cependant leur rendre justice : ils ne se permirent à aucun moment la moindre incorrection envers la délégation. Ils firent preuve de la même « impeccabilité » durant l'acte final de la tragédie de Brest que lors du premier acte, lors de la signature de l'armistice le 5 décembre [nouveau style] 1917 à Brest. La division du travail dans la société capitaliste trouva là une illustration parfaite dans ce contraste entre un brigandage effréné sur le front et des manières de parfaits gentlemen autour du tapis vert).

À Petrograd déjà, lors d'une séance du Comité Central du Parti Communiste, on avait envisagé l'éventualité où toute discussion des conditions de paix proposées par les Allemands s'avérerait stérile et inopportune. Toutefois, la délégation n'avait pas reçu de directives impératives. Une fois à Brest, après qu'il apparut que l'offensive se poursuivait malgré l'ouverture des pourparlers de paix et que les Allemands maintenaient la durée des négociations à trois jours, la délégation décida à l'unanimité de renoncer à toute tentative d'adoucir ou d'amender les conditions allemandes. Il était parfaitement clair et incontestable qu'aucune concession substantielle ne pourrait être obtenue ; que les vainqueurs triomphants ne céderaient peut-être seulement que sur quelque détail insignifiant afin d'atténuer la laideur crue de la violence impérialiste. Mais cela n'était nullement dans notre intérêt. Notre intérêt résidait dans la clarté révolutionnaire. Notre intérêt était que la paix signée à Brest ne puisse en aucun cas être présentée comme le fruit d'un « accord cordial », que cette paix porte l'empreinte manifeste, d'un côté, d'une violence impérialiste triomphant sur toute la ligne, et de l'autre, d'une capitulation révolutionnaire imposée par la nécessité.

La paix que nous nous apprêtions à conclure n'était pour nous qu'un entracte, dépourvu de conséquences historiques durables. Nous l'abordions sous son angle propagandiste. Et si auparavant, avant l'offensive de février des Allemands, la délégation soviétique avait discuté avec les diplomates de l'empereur allemand les conditions de la paix sans les signer, désormais la politique révolutionnaire nous conduisait à l'attitude opposée ; signer la paix sans aucune discussion des conditions imposées à la république soviétique.

V.

Le texte définitif des conditions allemandes de paix, qui nous fut présenté à Brest le 1er mars, représentait une aggravation significative de l'ultimatum du 23 février, lequel était déjà lui-même une détérioration majeure des conditions allemandes initiales, proposées à Brest avant l'interruption des négociations. Le président de la délégation allemande, von Rosenberg, déclara franchement qu'entre-temps « *les circonstances avaient changé* », et qu'en conséquence les exigences de l'Allemagne avaient, elles aussi, « *changé* ». Il est vrai qu'en énonçant cette métamorphose digne d'Ovide, von Rosenberg ne supposait pas qu'un an plus tard, les « *circonstances* » changeraient à un point tel que ce serait au tour du président [Wilson](#) et du [Maréchal Foch](#) de s'entretenir avec une Allemagne contrainte de capituler.

Après la lecture des conditions de paix en séance plénière le 1er mars, en présence des délégations adverses allemande, autrichienne, turque et bulgare, et en réponse à la proposition d'entamer l'examen du projet de traité en commissions, notre délégation déclara refuser de travailler en commissions. Par la suite, lors d'une réunion des présidents des délégations, j'annonçai au nom de la délégation soviétique notre décision d'accepter les conditions de paix intégralement et dans la forme même où elles nous étaient proposées, afin qu'il ne puisse subsister aucun doute sur le caractère forcé de cette paix, afin de ne pas induire en erreur les peuples de Russie et d'Allemagne par des prétendus « pourparlers » de trois jours, alors que se poursuivait l'offensive contre la Russie révolutionnaire, dont l'armée était démobilisée. Von Rosenberg, quelque peu décontenancé, marmonna quelque chose sur

l'inadmissibilité de la propagande contre le gouvernement allemand telle que stipulée dans le traité. À ma réplique : « *Voyez-vous une quelconque forme de propagande contre le gouvernement allemand dans notre consentement à signer sans discussion le projet rédigé par ce même gouvernement allemand ?* », il répondit, embarrassé, qu'il ne visait pas notre décision elle-même, mais seulement sa motivation. Le délégué bulgare Tochev vint à son secours et, dans un discours obséquieux envers le « *gouvernement impérial* » et provocant à notre égard, expliqua la situation lamentable de la Russie par la myopie de sa propre politique. Le représentant autrichien Merey s'efforça d'introduire une note conciliante ; son air mélancolique et son comportement réservé témoignaient de manière imperceptible mais indéniable que l'Autriche « amie » ne se sentait guère, aux côtés de l'Allemagne « alliée », jouer le rôle de la puissance victorieuse. À ces interventions, je répondis que, selon nous, ni le moment, ni le lieu ne se prêtaient à un débat sur qui avait raison ou tort, et je proposai de fixer la signature de la paix au lendemain, c'est-à-dire au 2 mars. Ainsi, les « négociations » de paix auraient été terminées non pas en 72 heures, mais en seulement 48 heures. Cependant, nos adversaires refusèrent de nous accorder ce « plaisir ». Ils invoquèrent une impossibilité technique : les originaux du texte définitif du traité, qui devaient être signés, n'étaient pas encore lithographiés. La signature de la paix fut fixée au 3 mars.²

La journée du 2 mars se passa en discussions sur « *divers détails techniques* », qui aboutirent à des « accords » du genre de laisser un espace vide pour les signatures de Kühlmann et Czernin, qui signeraient le texte à Bucarest (où ils étaient à ce moment-là, sous prétexte de conclure la paix avec la Roumanie, en réalité ils étaient en train de « se divertir » de la manière la plus effrénée, scandalisant la très moralisante cour prussienne). Un conseiller privé et juriste érudit, une sommité et une autorité allemande en matière de droit international – le professeur Kriege – prit une part très active à ces vétilles, nous convainquant qu'il voyait sa mission providentielle dans l'élaboration de normes juridiques permettant la « coexistence » du capitalisme allemand et du communisme russe. La section économique du traité de Brest avait été rédigée par Kriege, et il déclara par la suite avec amertume que la nationalisation du commerce extérieur, menée par le pouvoir soviétique, avait radicalement ruiné son travail. Ce point n'avait pas été prévu dans son « système » de conciliation entre capitalisme et communisme !

Un petit, mais extrêmement caractéristique, incident se produisit alors. Un membre de la délégation allemande, le capitaine de marine Horn, s'adressa à l'expert russe pour les affaires navales, l'amiral Altvater, lui proposant d'organiser une réunion pour régler les questions concernant le sort de la flotte de guerre et de commerce, etc. Le capitaine Horn adressa sa proposition écrite directement à l'amiral Altvater. Ce dernier lui renvoya la lettre avec la mention que toute proposition devait être faite par l'intermédiaire du président de la délégation russe. Immédiatement après, von Rosenberg, le chef de la délégation allemande, présenta ses excuses par téléphone pour la conduite incorrecte du capitaine Horn et informa qu'il lui avait fait une remarque à ce sujet. L'importance que les Allemands attachaient aux détails du rituel bureaucratique était étonnant et semblait même ridicule ; d'un côté, on y sentait le reflet de la puissance d'un ordre conservateur séculaire, forgé par le fétichisme de normes externes figées et intangibles ; de l'autre, transparaissait une tendance parfaitement puérile et impuissante à se sauver et à s'abriter derrière un « bout de papier » là où aucune digue, même en « béton armé » des plus solides, n'aurait pu tenir.

VI.

Juste avant la signature du traité de paix, qui eut lieu le 3 mars, la délégation soviétique fit deux déclarations en séance plénière de la conférence de paix. L'une d'elles concernait la détérioration des

2 Après cette séance, le secrétaire de la délégation, le camarade Karakhan, envoya à Petrograd un télégramme demandant l'envoi immédiat d'un train pour le retour de la délégation. Nous partions du principe que la fin rapide des « négociations » était acquise. À Petrograd, le télégramme de Karakhan fut interprété dans le sens où une rupture menaçait et, sous la signature du camarade Lénine, un message radio fut envoyé à tous les soviets pour les avertir d'une rupture imminente et les appeler à s'armer et à prendre des mesures de protection extrêmes. À leur tour, interceptant ce message radio, les Allemands s'inquiétèrent sérieusement et demandèrent, perplexes, ce qui se passait. C'est alors que fut révélé ce singulier « quiproquo ».

conditions qui avait été opérée dans le projet définitif par rapport aux conditions de l'ultimatum du 23 février et qui consistait en la cession à la Turquie des districts de Kars, Batoumi et Ardahan, sans aucune consultation de la population de ces districts. Constatant cette violation des principes d'autodétermination nationale, la délégation éleva une protestation catégorique contre elle et dévoila en même temps les plans militaires de la Turquie concernant d'autres régions du Caucase.

La seconde déclaration [voir en annexe] contenait une proclamation sur la paix de Brest-Litovsk dans son ensemble. En des termes vigoureux, elle dénonçait la violation de l'armistice par l'Allemagne, l'attaque des armées allemandes contre la Russie, qui avait démobilisé ses troupes et déclaré la cessation des hostilités. La proclamation déclarait : « *Cette paix n'est pas une paix de concorde, mais une paix imposée par la force* ». Sous prétexte de libérer les anciennes marches de la Russie, l'impérialisme allemand asservissait la Finlande, la Lituanie, l'Estonie, la Lituanie, la Pologne et l'Ukraine, y soutenant partout la bourgeoisie et les propriétaires fonciers contre les ouvriers et les paysans, rétablissant partout l'ordre prérévolutionnaire. La révolution russe attendait le soutien du prolétariat allemand, mais celui-ci n'était toujours pas venu. Et pourtant, « *il ne fait aucun doute que le triomphe de l'impérialisme allemand n'est que temporaire et passager* ». Consciente de cela, la délégation, ayant refusé de discuter des conditions de paix, signe cette paix imposée par les impérialistes.

Pendant la lecture de la proclamation, un silence de mort régnait dans la salle de conférence. Seul le général Hoffmann, en réaction à la phrase selon laquelle « *le triomphe de l'impérialisme allemand n'est que temporaire* », s'agita bruyamment à sa place et grommela à mi-voix quelque chose comme « *encore ces vieilles divagations* ».

La proclamation déclencha un flot de discours. Le président de séance, le délégué autrichien Merey, exprima son regret que, le dernier jour des négociations, celles-ci n'aient pas pris un caractère pacifique et amical. Le délégué turc Hakki Pacha s'efforça de prouver de toutes ses forces que les paragraphes concernant Kars, Batoumi et Ardahan étaient entièrement inspirés par la révolution russe, qui avait proclamé le principe d'une paix sans annexions ni contributions. Ces districts, disait Hakki Pacha, avaient été annexés par le tsarisme russe comme compensation territoriale pour l'indemnité non payée par la Turquie. (Bien sûr, Hakki Pacha passait sous silence le fait qu'au lieu de l'indépendance, un esclavage encore pire attendait ces districts entre les mains turques !). En conclusion, Hakki Pacha, non sans une certaine emphase qui, malgré la gravité du moment, ne pouvait manquer de provoquer un sourire, s'exclama : « *À quoi bon parler ici de vainqueurs et de vaincus ? Ne sommes-nous pas tous ensemble des vainqueurs, et notre ennemi commun – le tsarisme russe – n'est-il pas vaincu ?* ».

Le général Hoffmann se défendit contre l'accusation d'avoir violé l'armistice en arguant que le 10 février, Kühlmann avait dans son discours averti Trotsky qu'en cas de cessation unilatérale des négociations, l'armistice prenait également fin. Von Rosenberg calcula que la délégation russe avait eu pour discuter des conditions de paix non pas trois jours, mais six semaines et trois jours. Et il ajouta : « La Russie n'est nullement contrainte de signer la paix. C'est la libre décision du peuple russe que d'accepter les conditions allemandes ou de poursuivre la guerre. Quant aux ouvriers allemands, ils ne demandent pas d'instructions de l'étranger ».

Conformément à la décision de la délégation de ne pas engager de débats et de souligner son refus non seulement de négocier, mais aussi de tenir des propos politiques, je répondis brièvement, m'élevant contre les tentatives d'utilisation impérialiste et de déformation impérialiste des principes d'autodétermination nationale ; j'établis que, contrairement aux stipulations du traité d'armistice [du 5 décembre 1917], le préavis formel de reprise des hostilités une semaine n'avait pas été donné par l'Allemagne ; confirmant ainsi que la signature des conditions de paix intervenait dans un contexte de violence armée inouïe.

À deux heures, la séance fut levée. Il ne restait plus qu'à accomplir l'acte de signature. À ce moment, le général Hoffmann s'approcha et informa qu'il avait donné l'ordre de suspendre les hostilités contre

la Russie à trois heures de l'après-midi. À cinq heures et demie, le traité de paix (partie politique et annexes : juridique et économique) était entièrement signé : à ce moment-là, soixante-douze heures exactement s'étaient écoulées depuis l'arrivée de la délégation à Brest.

Les « vainqueurs » n'étaient pas préparés à ce que le « dernier acte » se déroule de cette manière. Ils avaient préparé du champagne, qui devait faire son apparition sur scène au moment solennel. Mais après que l'atmosphère eut été « empoisonnée » par la déclaration de la délégation soviétique, ils jugèrent préférable de laisser leurs bouteilles au frais. Et le président de la conférence, l'Autrichien Merey, clôturant la séance conformément à l'accord préalable, pour ne provoquer aucune réplique de notre part, se limita dans son discours de clôture à exprimer sa gratitude pour les efforts soutenus, tant aux membres de la délégation qu'aux interprètes, sténographes et surtout au responsable de la lithographie !

Nous quittâmes Brest à minuit. Les soldats allemands qui nous avaient servis dans les anciens baraquements d'officiers qui nous avaient été assignés, nous serrèrent amicalement la main pour nous dire au revoir, et l'un d'eux s'exclama naïvement : « Enfin, la paix est conclue entre nous. C'est le jour le plus heureux de ma vie ».

VII.

Cependant, même à cette époque, tout le monde dans l'armée allemande ne raisonnait pas comme ce soldat de l'état-major. L'incident suivant en est un exemple : non loin de Vilnius, la porte de notre compartiment s'ouvrit soudainement et un soldat allemand s'y glissa. « *Que voulez-vous ?* » Refermant précipitamment la porte, il nous raconta à mi-voix, après s'être assuré que j'étais russe, que sachant qu'un train se rendait en Russie avec une délégation de paix, il avait décidé de s'y infiltrer pour gagner la Russie. Au début de la guerre, il avait été patriote, mais il avait compris ces derniers mois qu'il ne s'agissait pas d'une guerre défensive, mais d'une guerre pour de sinistres desseins. Le gouvernement allemand était coupable de cette guerre, il était l'ennemi le plus acharné du peuple allemand. Ayant compris cela, il avait déserté du front occidental, s'était caché pendant plusieurs semaines dans des grandes villes et avait participé à des cercles spartakistes. Ensuite, il avait envisagé de passer en Russie. Il nous demandait de l'emmener jusqu'à la frontière russe.

La situation du président d'une délégation de paix convoyant un déserteur allemand n'était pas des plus courantes. En organisant une surveillance des contrôleurs du wagon et en les occupant par des conversations, nous parvîmes tant bien que mal à transférer le fugitif dans un autre compartiment et, finalement, dans les toilettes ; nous le pourvûmes en argent ; avant d'arriver à Dvinsk, où un changement de train était prévu, il sauta du train. Quelque temps plus tard, je le rencontrai effectivement à Petrograd : il travaillait au sein du groupe communiste allemand.

De ce côté de Dvinsk, l'ambiance avait radicalement changé au cours des dix derniers jours. Les « possédants » avaient sorti leurs griffes. Dans les gares, les cheminots se précipitaient vers nous, implorant protection et nous suppliant d'obtenir pour eux l'autorisation de se rendre en Russie. Les propriétaires terriens étaient revenus, protégés par des soldats allemands, et la nuit, la lueur des incendies illuminait le ciel en de nombreux endroits. Par les sentiers forestiers, des paysans passaient en fraude du côté « russe », sauvant leur vie, leurs familles, emmenant leur bétail. La terreur blanche faisait rage en ville et à la campagne. En réponse, des détachements de partisans, poussant comme des champignons, menaient une lutte acharnée contre les Allemands. À Pskov, au lieu de la foule en liesse et hurlante, nous vîmes désormais une foule abattue et craintive. On nous demandait avec anxiété si Pskov ne revenait pas à l'Allemagne, et ne pouvaient retenir leur joie en apprenant que Pskov et Dvinsk ne resteraient que temporairement sous occupation allemande.

La ligne de front passait à quelques verstes à l'est de Pskov. Les hostilités étaient formellement suspendues, mais en réalité elles se poursuivaient encore, bien que sans grande énergie. Les Allemands continuaient de concentrer des troupes dans la région de Pskov. Nous dépassions d'interminables

convois ferroviaires, des colonnes d'infanterie et des batteries d'artillerie allemandes qui, dans un ordre exemplaire, étincelants et bruyants, avançaient sur la route. De grands chevaux uniformes, des fourgons et des chariots solides, des soldats parfaitement équipés, tout cela avançait régulièrement vers l'est, comme une incarnation vivante de l'offensive victorieuse du puissant colosse impérialiste contre la république ouvrière naissante. Quel contraste avec la Russie pauvre et ruinée que représentait cette armée de l'Allemagne capitaliste « riche » ! Et nous nous demandions : quand viendrait le jour où cette terrible et, semblait-il, invincible machine de guerre se retournerait contre ses maîtres et ses créateurs et ferait s'abattre sur leurs têtes sa force stupéfiante de destruction, de ruine, de mort... Nous ne doutions pas que ce jour viendrait. Mais nous savions que l'attente de ce jour serait longue et difficile. De l'amertume de la défaite et de l'humiliation grandissait une haine mortelle pour le vainqueur impérialiste. Et avec elle grandissait et se renforçait la détermination : coûte que coûte, il faut gagner du temps, utiliser ce répit, si cher payé, pour se préparer à un nouveau combat, sans perdre une seule minute. Bien sûr, il était clair que la république soviétique devait se préparer à ce combat non pas pour une revanche « patriotique », non pas pour se venger, mais pour ne pas être écrasée de manière pitoyable et impitoyable si le nouveau signal du combat retentissait avant que ne se lève l'aube de la liberté prolétarienne dans l'Allemagne asservie par les junkers et les capitalistes.

Ce n'était pas sans un plaisir secret que nous écoutions les plaintes du commandement allemand concernant les actions des détachements de partisans. Ceux-ci s'infiltraient de nuit à Pskov et attaquaient les sentinelles. Ils encerclèrent et détruisirent dans la forêt un poste allemand. Ils abattirent deux avions et un général allemand s'enquit avec inquiétude du sort des officiers pilotes. (Il avait d'autant plus de raisons de s'inquiéter que les Allemands n'épargnaient pas les partisans tombés entre leurs mains et avaient même fusillé près de Pskov une jeune fille de seize ans faite prisonnière, une infirmière d'un détachement de marins). Malgré la signature de la paix, les escarmouches se poursuivirent jusqu'à ce qu'une zone neutre sépare plus solidement les parties adverses. Les paysans rejoignaient volontiers les détachements de partisans et les demandes d'armes étaient incessantes. Dans les villages, la population partagea initialement avec les soldats allemands tout ce qu'elle pouvait. Mais cet enthousiasme ne résista pas à l'épreuve sérieuse, et la « lune de miel » ne dura pas longtemps. Malgré tout, en ces jours, près de Pskov, l'organisation de partisans pour la défense révolutionnaire semblait un miracle héroïque. Dans la forêt auparavant déserte, des patrouilles erraient ; les routes et les carrefours étaient gardés par des postes équipés de mitrailleuses. Apercevant de loin notre procession (la délégation retournait en automobiles, mis à notre disposition par les Allemands pour le trajet jusqu'à Torochina – c'étaient des automobiles russes, tout juste capturées à Pskov), à l'alerte donnée, deux bataillons se déployèrent immédiatement en tirailleurs et manquèrent de peu d'ouvrir le feu sur la délégation de paix, au grand effroi du lieutenant allemand détaché avec nous. Cependant, nous arrivâmes sans encombre à Torochina. On nous conduisit à l'état-major de l'« armée » révolutionnaire, installé dans deux compartiments d'un wagon de seconde classe délabré. Deux bougies éclairaient les cartes déployées. Le commandant, qui n'avait pas dormi depuis plusieurs jours, était sollicité de tous côtés. Apprenant que la paix était effectivement signée, il exprima sa satisfaction. Et en effet, car les détachements improvisés, qui s'étaient courageusement dressés près de Pskov sur le chemin des conquérants, n'étaient pas une force capable d'opposer une résistance sérieuse et prolongée. Pour cela, il fallait une armée, nouvelle, instruite et organisée. Et pour créer une telle armée, l'armée solide de l'État prolétarien, il fallait avant tout du temps.

VIII.

Ainsi, l'état-major des impérialistes de Berlin triomphait. La paix à l'est était conclue, et le général Ludendorff, lors d'une réunion au Grand quartier général, promit qu'au plus tard en juillet, sur le front occidental, il repousserait les troupes françaises vers les Pyrénées. La presse du parti militaire soulignait que c'était à l'art diplomatique de Kühlmann, et au génie militaire de Ludendorff et [Hindenburg](#) que l'Allemagne devait le succès de son opération à l'est. La « *Kreuz-Zeitung* » démontrait avec dérision que « *c'est précisément ici qu'a été révélé la faillite complète de la politique conciliatrice et accommodante d'Erzberger* ». Le « *Lokal-Anzeiger* » recommandait de « *lever un regard reconnaissant vers le Grand quartier général ; vers le Kaiser, qui a délié les mains de Hindenburg et Ludendorff* ». Après

avoir écrasé l'adversaire oriental, les impérialistes allemands rejetaient toute idée de compromis avec les impérialistes anglo-français. La guerre, qui s'était éteinte dans l'espace entre la mer Baltique et la mer Noire, se rallumait avec une vigueur nouvelle entre la mer du Nord et la mer Méditerranée, et de la grande guerre bourgeoise continuait de croître la grande révolution prolétarienne.

La défaite de l'Allemagne à l'automne 1918 conduisit à ce que le mouvement révolutionnaire y éclate plus tôt qu'en Angleterre et en France, où la victoire des forces révolutionnaires souterraines fut retardée par le mirage de la « victoire » tapageuse des gouvernements bourgeois. Si les événements sur le front avaient eu une issue différente, une autre variante aurait été possible : la première « victime » de la révolution en Europe occidentale n'aurait pas été l'Allemagne, mais un pays du camp de la coalition « alliée ». Le brasier révolutionnaire se serait enflammé ailleurs, mais ses étincelles se seraient de toute façon propagées à travers toute l'Europe.

Dans ces conditions, la « sortie » de la république soviétique russe de la guerre fut un pas « diplomatique » correct, précisément dans le sens d'une diplomatie visionnaire, fondée sur une prévision « scientifique » correcte, n'ayant rien de commun avec le mercantilisme à la Talleyrand. Il est vrai qu'en réponse à la paix de Brest, la coalition « alliée » mena une nouvelle guerre contre la république prolétarienne. Mais de deux ennemis, cet ennemi – les Anglo-Franco-Américains – était le moins dangereux pour la nouvelle Russie. N'ayant pas de front terrestre continu avec la Russie et contrainte de recourir à des opérations de débarquement lentes et risquées, dépourvue d'unité politique et économique, ainsi que d'unité stratégique, enfin confrontée à une tâche nouvelle pour laquelle elle n'était pas préparée auparavant, la coalition des « alliés » était un adversaire moins redoutable que l'Allemagne, dont les troupes, poursuivant l'opération commencée en 1914, auraient pu avancer, sans être retenues par aucun obstacle naturel, au cœur des plaines russes, dirigées par un commandement unique pour la réalisation d'un plan unique et d'un intérêt unique.³

Ainsi, la tentative de « gagner du temps », calculée sur le développement et la victoire de la révolution du prolétariat en Europe, dictait la conclusion de la paix avec l'Allemagne. Supposons l'hypothèse inverse : la Russie soviétique n'aurait pas signé la paix à Brest. Pour offrir une résistance tant soit peu sérieuse à l'offensive allemande, elle aurait dû alors recourir à l'aide militaire de la coalition opposée et conclure une « alliance » avec les « alliés ». La capitulation devant l'impérialisme aurait ainsi été bien plus sérieuse que celle de Brest, car cela aurait été une capitulation non pas militaire, mais politique. Le sort du gouvernement Tchaïkovski et des autres gouvernements socialistes-révolutionnaires, qui tentèrent de s'appuyer sur l'intervention militaire des alliés, est à cet égard tout à fait révélateur.

D'un autre côté, la cessation de la guerre avec l'Allemagne ouvrait la frontière à la pénétration « pacifique » des idées de lutte révolutionnaire et de communisme au plus profond du pays. Le pays du prolétariat le plus organisé tombait sous l'influence directe du « bolchevisme » haï de la bourgeoisie. Le travail clandestin des bolcheviks russes, la propagande des communistes allemands arrivés de Russie, le retour de dizaines de milliers de soldats prisonniers de Russie ; tous ces facteurs étaient d'une importance historique primordiale et contribuèrent grandement à la formation et à l'organisation du Parti communiste en Allemagne, à la croissance de la fermentation révolutionnaire dans les masses, à la décomposition catastrophique de l'armée impérialiste allemande, dont l'effondrement à l'automne 1918 s'explique en grande partie par le fait qu'elle était minée et affaiblie de l'intérieur.

En mettant fin à la guerre commencée par le tsar avec l'Allemagne, la république soviétique n'a pas mis fin et ne pouvait pas mettre fin à sa lutte contre elle par ses propres méthodes. La « *Kölnische Zeitung* » écrivait justement le lendemain de la conclusion de la paix de Brest : « *En grinçant des dents, les dirigeants anarcho-communistes qui sont à la barre à Petrograd ont été contraints d'accepter nos nouvelles conditions, après s'être rendu compte que leurs flèches empoisonnées se perdaient sans résultat.* »

3 « *Selon nos calculs, pour occuper toute la Russie, il nous faut vingt-cinq divisions* » (!) me déclara un jour un officier allemand à Brest.

Jusqu'au dernier moment, ils ont poursuivi leur tactique traîtresse ; la destruction de notre puissance en déchaînant les forces de la subversion. Les dirigeants de la Néva n'ont pas changé d'esprit ; au contraire, ils étaient et restent nos ennemis mortels, bien qu'ils aient été contraints de mettre maintenant leurs noms sous un traité de paix. » Telle est la caractérisation correcte du bolchevisme donnée par un journal allemand. Et au même moment, toute la presse « alliée » et la presse « neutre » achetée par les alliés pourchassaient les bolcheviks comme des agents allemands, et le citoyen [Hervé](#), terrifié par le bolchevisme au point d'en perdre complètement la raison, écrivait dans son journal « socialiste » que le seul « salut » de la Russie, trahie par les « maximalistes » désireux de la « teutoniser », résidait dans le « rétablissement du tsarisme ».

L'histoire a montré que le « salut de la Russie » a trouvé une autre voie : la renaissance de la « Russie » se produit et se produira non par une restauration tsariste, mais dans les formes d'un État prolétarien. Mais en tant que tel, la Russie ne peut exister qu'en étant un élément du système des républiques soviétiques ouvrières victorieuses – ne serait-ce que d'abord seulement en Europe. La république soviétique en Russie a tenu bon et s'est renforcée, s'appuyant sur le processus de développement de la révolution ouvrière en Europe occidentale, et maintenant arrive le moment où le développement de la révolution ouvrière en Europe commence, à son tour, à s'appuyer sur le fondement de la république soviétique en Russie.

Le scénario de l'impérialiste « Brest », joué sur le front occidental de la guerre mondiale (à Versailles), a tout aussi peu réalisé la tâche d'établir une dictature bourgeoise unique s'élevant au-dessus du chaos de la concurrence bourgeoise, que le « Brest » oriental n'a réalisé l'écrasement de la dictature prolétarienne en Russie, qui concentre en elle l'idée de la solidarité mondiale des travailleurs. L'effondrement de la politique de Kühlmann et l'effondrement des magnifiques « principes » de Wilson ; la chute des monarchies d'Europe centrale et le fiasco de la « Ligue des Nations » ; la fin honteuse de l'occupation allemande en Pologne et en Ukraine et le soulèvement des colonies asiatiques contre l'impérialisme anglais ; tous ces éléments sont des maillons liés par une parenté historique, celle de la faillite capitaliste. Tout cela ne constitue que les étapes successives de l'effondrement de l'époque bourgeoise, sur les sombres ruines de laquelle travaille fiévreusement le bâtisseur des nouveaux siècles : le prolétariat.

Annexe :

Déclaration de la délégation russe lue par Sokolnikov lors de la signature du Traité de paix

Brest-Litovsk, le 3 mars 1918

L'offensive des troupes allemandes contre la Russie, qui avait manifesté sa volonté de cesser la guerre et de démobiliser son armée, a forcé le gouvernement ouvrier et paysan de la République russe à accepter l'ultimatum qui lui était signifié. Le 24 février, il a notifié son acceptation et nous a délégués pour signer les conditions de paix qui nous sont imposées par la force.

Les pourparlers qui ont eu lieu jusqu'à présent à Brest-Litovsk entre la Russie, d'une part, et l'Allemagne et ses alliés, d'autre part, ont clairement démontré que ce prétendu « accord » de paix est en réalité une paix définitivement annexionniste et impérialiste. Les conditions de paix initiales se sont considérablement aggravées. La paix conclue aujourd'hui à Brest-Litovsk n'est pas fondée sur le libre accord des peuples de Russie, d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Bulgarie et de Turquie. C'est une paix dictée les armes à la main et la Russie révolutionnaire doit l'accepter à son corps défendant. C'est une paix qui, sous prétexte de « délivrer » les provinces frontières russes, les transforme en réalité en

provinces allemandes et les prive du droit de disposer librement de leur sort, droit que leur avait reconnu le gouvernement ouvrier et paysan de la Russie révolutionnaire.

C'est une paix qui, sous prétexte de rétablir l'ordre, apporte dans les provinces occupées un soutien armé aux classes des exploiters contre la classe ouvrière et les aidera à rétablir le joug de l'oppression qui avait été arraché par la Révolution russe. C'est une paix qui rendra la terre aux propriétaires terriens et livrera de nouveau les ouvriers à l'exploitation des fabricants. C'est une paix qui imposera pour longtemps aux travailleurs de Russie, dans l'intérêt des agrariens allemands, l'ancien traité de commerce de 1904 et garantira en même temps aux bourgeoisies d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie l'indemnisation de tous les dommages et le paiement des obligations du gouvernement tsariste que la Russie révolutionnaire avait annulé. Enfin, comme pour souligner davantage le caractère de classe de l'offensive allemande, l'ultimatum allemand tente de bâillonner la Révolution russe en interdisant la propagande dirigée contre les puissances de la Quadruplice et leurs autorités militaires.

Bien plus, sous ce même prétexte du rétablissement de l'ordre, l'Allemagne s'empare par la force des armes de régions peuplées par des nationalités purement russes et y établit un régime d'occupation militaire et le retour à l'ancien ordre de choses. Elle exige que la Russie révolutionnaire n'intervienne pas en Ukraine et en Finlande tout en soutenant activement dans ces pays les forces contre-révolutionnaires contre les ouvriers et les paysans révolutionnaires.

Dans le Caucase, en violation flagrante avec les termes de l'ultimatum du 21 (8) février formulé par le gouvernement allemand lui-même, et sans tenir compte de la volonté réelle de leur population, l'Allemagne arrache à la Russie au profit de la Turquie les régions d'Ardahan, Kars et Batoumi, qui n'ont pas été conquises une seule fois par les armées turques au cours de la guerre.

Ces conquêtes territoriales arrachées par la force et l'occupation des points stratégiques les plus importants ne peuvent avoir qu'un seul but : la préparation d'une nouvelle offensive contre la Russie et la défense des intérêts capitalistes contre la révolution ouvrière paysanne. Telles sont les véritables buts de l'offensive lancée par les troupes allemandes le 18 (5) février sans le préavis de sept jours qu'exigeait une des clauses du traité d'armistice conclu entre la Russie et les puissances de la Quadruplice le 15 (2) décembre 1917.

Cette offensive n'a pas été suspendue malgré la déclaration du Conseil des Commissaires du Peuple qui avait accepté les conditions formulées dans l'ultimatum allemand du 21 (8) février. L'offensive n'a pas non plus été suspendue malgré la reprise des pourparlers de paix de Brest-Litovsk et la protestation officielle de la délégation russe. Ainsi, les termes de la paix proposés par l'Allemagne et ses alliés ne constituent en réalité qu'un ultimatum soutenu par la menace armée.

Dans de telles circonstances, la Russie n'a pas le choix. Ayant démobilisé son armée, la Révolution russe avait en quelque sorte remis son sort entre les mains du peuple allemand. La délégation russe à Brest-Litovsk avait déclaré ouvertement que pas un seul honnête homme au monde ne pouvait croire désormais que la guerre menée contre la Russie est une guerre défensive.

L'Allemagne a pris l'offensive sous prétexte de rétablir l'ordre, mais c'est en réalité pour étrangler la Révolution des ouvriers et des paysans dans l'intérêt de l'impérialisme mondial. Le militarisme allemand a réussi à lancer ses troupes contre les masses ouvrières et paysannes de la République russe, car le prolétariat allemand n'était pas encore suffisamment fort pour arrêter cet assaut. Nous sommes convaincus que le triomphe de l'impérialisme et du militarisme sur la révolution prolétarienne internationale ne peut être que temporaire.

Livré à ses seules forces, le gouvernement des soviets de la République russe n'est pas en mesure dans les conditions actuelles de s'opposer à l'offensive armée de l'impérialisme allemand et il est donc contraint, pour le salut de la Russie révolutionnaire, d'accepter les conditions qu'on lui impose.

Nous sommes habilités par notre gouvernement à signer le traité de paix. Malgré notre protestation, nous sommes forcés de mener des pourparlers en dépit de la poursuite d'opérations militaires qui ne rencontrent aucune résistance de la part de la Russie et nous ne pouvons continuer à exposer plus longtemps au feu de l'ennemi les paysans et les ouvriers russes qui refusent de continuer la guerre.

Nous déclarons ouvertement devant les ouvriers, les paysans et les soldats de Russie et d'Allemagne, et devant les classes ouvrières et exploitées du monde entier, que nous sommes contraints d'accepter l'ultimatum qui nous est dicté par le camp actuellement le plus fort et de signer immédiatement le traité de paix en renonçant à toute discussion à son sujet, discussion totalement inutile dans les circonstances actuelles.

Deutsch-sowjetische Beziehungen von den Verhandlungen in Brest-Litowsk bis zum Abschluss des Rapallovertrages 1917–1922. Dokumentensammlung. Ministerium für auswärtige Angelegenheiten der DDR, Berlin, Staatsverlag der DDR, 1967. T.1, pp. 452-455 et «Bulletin périodique de la presse russe», n° 70 du 3 au 21 mars 1918. Paris, 3 juin 1918, p.2.